

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet OC – Services de réparation, d'entr	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0134-14CYLO/A	Date 2013-11-04
Client Reference No. - N° de référence du client DND	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWU-909-9985
File No. - N° de dossier PWU-3-36203 (909)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-11-25	Time Zone Fuseau horaire Mountain Standard Time MST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mayhew (RPC), Sylvia	Buyer Id - Id de l'acheteur pww909
Telephone No. - N° de téléphone (780)497-3645 ()	FAX No. - N° de FAX (780)497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE WCE Contracts 4 Wing Cold Lake PO Box 6550 Stn Forces COLD LAKE Alberta T9M2C6 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Santé et sécurité
4. Compte rendu
5. Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements — demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Classement

PARTIE 5 — ATTESTATIONS

1. Attestations pralables lmission dune offre commandes

PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 — OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre — Annexe E
2. Exigences de sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes subséquentes
8. Instrument de commande subséquente
9. Limites des commandes subséquentes
10. Limites financières
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables
14. Estimates

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Conditions générales :

(i) CG1 Dispositions générales	R2810D (2013-04-25);
(ii) CG2 Administration du contrat	R2820D (2012-07-16);
(iii) CG3 Exécution et contrôle des travaux	R2830D (2010-01-11);
(iv) CG4 Mesures de protection	R2840D (2008-05-12);
(v) CG5 Modalités de paiement	R2550D (2010-01-11);
(vi) CG6 Retards et modifications des travaux	R2865D (2008-05-12);
(vii) CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D (2008-05-12);
(viii) CG8 Règlement des différends	R2884D (2008-05-12);
(ix) CG9 Garantie contractuelle	R2590D (2011-05-16);

Conditions supplémentaires :

Justes salaires et heures de travail — Conditions de travail	R2940D (2012-07-16);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D (2007-05-25);

ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité — Alberta
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre
Annexe F	Liste Complète Des Noms De Tous Les Individus Qui Sont Actuellement Adminstrateurs De L'Offrant
Annexe G	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;

Partie 3 Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et

Partie 7 : 7A, Offre à commandes; et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux ou le Besoin, la Base de paiement, les exigences en matière de santé et les rapports d'usage, l'offre, et toute autre annexe applicable au besoin.

2. Sommaire

OC – Services de réparation, d'entretien et d'homologation pour systèmes d'extinction d'incendie, MDN, Cold Lake (Alberta)

Demande d'offre à commandes (OC) pour la fourniture de main-d'œuvre autorisée qualifiée, d'outils, d'équipement, de supervision et de matériaux, selon la demande du ministère de la Défense nationale (MDN), Contrats du GE Ere, 4^e Escadre Cold Lake, Cold Lake (Alberta), dans le cadre de commandes pour des systèmes d'extinction d'incendie ainsi que de dispositifs anti-refoulement indiqués dans l'énoncé des travaux, annexe A. Les services doivent être fournis sur demande. On prévoit attribuer une OC à une entreprise. L'OC doit couvrir une période de trois (3) ans à compter de la date d'attribution. Les dépenses totales au cours de la durée de l'OC s'élèvent à 350 000 \$ (TPS/TVH comprise).

" conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006, les offrants doivent fournir une liste complète de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. De plus, chacun des individus inscrits sur la liste peut être tenu de remplir un formulaire de Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire et documentation connexe, tel que déterminé par la Direction des enquêtes spéciales, Direction générale de la surveillance."

« Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) ».

3. Exigences en matière de santé et de sécurité

Exigences en matière de santé et de sécurité : Ce besoin comporte des exigences en matière de santé et de sécurité. Voir l'annexe C.

4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

5. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances, et la Partie 7A - Offre à commandes. Les offrants devraient consulter le document «Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires

» (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels ».

PARTIE 2 - OFFRE À COMMANDES - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande d'offre à commandes (DOC) par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Ce guide est disponible sur le site Web de TPSGC <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC, et acceptent les modalités et conditions de l'offre à commandes et du contrat subséquent.

Les Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels 2006 (2013-06-01) sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours et **Insérer** : 120 jours

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.1 Révision d'une offre :

Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus

tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document télécopié doit porter l'en-tête de lettre ou la signature de l'offrant.

Une révision du barème de prix unitaires doit clairement indiquer les modifications apportées aux prix unitaires et les articles particuliers faisant l'objet de la modification.

Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement porter la mention confirmation.

Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, seules les révisions irrecevables devront être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

Numéro de télécopieur pour recevoir les révisions : **780-497-3510**

2.2 Prix et/ou taux fermes :

L'offrant doit proposer des prix, des taux fermes ou les deux qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

2.3 Formulaire : Les offres non soumises au moyen du formulaire prescrit ne seront pas prises en considération.

2.4 Modification : Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du formulaire d'offre ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre constituera une cause directe de rejet de l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres inscrits sur le formulaire d'offre par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

2.5 Offres incomplètes : Les offres incomplètes pourraient être rejetées.

2.6 Taxes :

L'offrant est tenu d'acquitter les taxes applicables.

Les offres ne doivent pas tenir compte du montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), selon celle qui s'applique. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans les factures soumises par l'entrepreneur et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur devra verser la somme correspondante à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

Le gouvernement fédéral est exonéré de la taxe de vente du Québec (TVQ). Les offrants ne doivent pas inclure, dans leurs prix, toutes les sommes correspondant à la TVQ sur les biens et services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut pas se prévaloir d'un remboursement de taxe d'intrant. L'offrant retenu doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer toute TVQ acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du contrat.

2.7 Évaluation du rendement

Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et de la sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, utilisé pour évaluer le rendement est présenté sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province ou le territoire de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Généralités

- 1.1 Inscrire le taux horaire ou le prix unitaire qui correspond à chaque catégorie de main-d'œuvre, d'outils ou d'articles du matériel énoncé dans le barème de prix unitaires figurant dans le formulaire d'offre. Inscrire la marge bénéficiaire en pourcentage pour le matériel non précisé, s'il y a lieu; tout supplément lié aux articles, notamment la marge bénéficiaire de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, s'il y a lieu, et le montant total estimatif, TPS en sus.
- 1.2 Soumettre l'offre, dûment rempli, au bureau désigné à la page 1 de la DOC conformément aux instructions uniformisées.
- 1.3 Signer et inscrire la date l'offre en conformité avec la DOC.

2. Instructions concernant la préparation d'une

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- (a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- (b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes subséquentes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section II : Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**1. Procédures D'Évaluation**

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- (c) Les offres seront évaluées en fonction L'offre recevable comportant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'une offre à commandes.

1.1 Évaluation technique**1.1.1 Critères techniques obligatoires****A) EXIGENCES OBLIGATOIRES - Obligatoire dans le cadre de l'offre**

- i) Conformément aux instructions générales, soumission de la demande d'offre à commandes (DOC), les offres doivent être soumis au bureau désigné pour la réception des offres, et doivent être reçues au plus tard à la date et heure de clôture des soumissions pour montré à la page 1 de la DOC. Un taux doit être saisi pour chaque élément énuméré dans le bordereau des prix unitaires de l'offre.

B) EXIGENCES OBLIGATOIRES - avant l'attribution de l'offre à commandes

- i) Exigences en matière de santé et de sécurité
- ii) D'assurance
- iii) Attestations pour le Code de conduite - (*voir la Partie 5 - Attestations*)
- iv) Exigences de sécurité

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Barème de prix - Un taux doit être précisé pour chaque élément.

1.2.2 Offers retained pursuant to Part 4, will be evaluated on the basis of the total estimated amount quoted, GST/HST extra. It is anticipated that trois standing offers will be issued to the lowest compliant offerors.

2. Méthode de sélection**2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable présentant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

2.2 Les offres ne répondant pas aux exigences de (a) ou (b) ou (c) seront déclarées non recevables. L'offre recevable présentant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

3. Classement

3.1 L'offre à commandes sera attribuée à une seule entreprise.

3.2 L'entreprise soumettant le prix le plus bas pour une soumission recevable recevra une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste en vertu de l'article 01 des Instructions uniformisées 2006 (2013-06-01), en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe requise à cet égard, aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

2.2 Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.2.1 Exigences en matière de santé et de sécurité - conformément à l'Annexe C.

2.2.2 Exigences en matière d'assurance - conformément à l'article 3 des Partie 6. (R2590D GC9 - Assurance)

2.2.3 Exigences relatives à la sécurité, conformément à l'article 1 des Partie 6.

PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, ET D'ASSURANCES

1. Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :

-
- a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
 3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

2. Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à R2590D GC9 (2011-05-16) si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

Certificate of Insurance form - PWGSC-TPSGC 357 (06/2007) is available at web site:

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf>

PARTIE 7 - CLAUSES ET CONDITIONS

PARTIE 7(A) – OFFRE À COMMANDES

1. Offre – jointe à l'ANNEXE E

- .1 Dispositions générales
- .2 Modalités financières
- .3 Prix
 - Paiements par cartes de crédit

2. Exigences relatives à la sécurité

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par la DSIC, ces derniers **NE** peuvent **PAS PÉNÉTRER** sur les lieux sans une escorte.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité **NE DOIVENT PAS** être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions:
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu),
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les exigences de sécurité, les promoteurs doivent consulter le site Web de la Sécurité industrielle à l'adresse :

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>.

3 Clauses et conditions uniformisées

- 1) .1 Conditions générales - offres à commandes, 2005 (2012-11-19)
- 2) Les documents identifiés par titre, numéro et date à l'alinéa 1) de la CS01 sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:
<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rqqr.do?action=recherche&date=courant&detail=&id=r&lang=fr&ttl=&type=toutes&verb=rese>.
- 3) Les échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction sont intégrées par renvoi et sont affichées sur le site suivant :
[Web:http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).

4 Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées pour une période de trois ans à compter de la date de délivrance de l'offre.

5 Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : *Voir la page de couverture de l'offre à commandes pour connaître les détails*
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction : Attribution des marchés immobiliers

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Au moment de passer une commande subséquente, en tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme (représentant ministériel) pour lequel les travaux seront exécutés conformément à une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes est :

Department of National Defence, 4 Wing Cold Lake, Cold Lake, Alberta

7 Procédures pour les commandes subséquentes

1. Meilleure offre à commandes : l'offre qui fournit la meilleure valeur sera retenue.

Le chargé de projet établira la portée des travaux devant être exécutés par la firme de succès et de négociier le niveau d'effort requis pour effectuer le travail sur la base des taux horaires indiqués dans l'offre à commandes.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0134-14CYLO/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

PWU-3-36203

8 INSTRUMENT DE COMMANDE SUBSÉQUENTEPublic Works and
Government Services
CanadaTravaux publics et
Services gouvernementaux
CanadaCALL-UP AGAINST A STANDING OFFER
COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE
À COMMANDES

In accordance with STANDING OFFER NO.: _____	Conformément à L'OFFRE PERMANENTE No. _____	Call-up no. — No de commande _____
Dated _____ and the terms and conditions therein, you are Requested to carry out the worked described below.	En date du _____ Et les modalités qui y sont énumérées, vous êtes prié d'exécuter les travaux décrits ci-après.	_____

Contractor's name and address — Nom et adresse de l'entrepreneur		Send invoice to — Expédier la facture à
Fax No.		attention :
Project no. - No du projet	Note: Quote standing offer number, project number and call-up number on your invoice. Inscrire le numéro de l'offre permanente, le numéro du projet et le numéro de commande sur la facture.	
Location of work — Endroit des travaux	Call-up cost, GST/HST extra — Coût de la commande, TPS en plus	

Work description — Description des travaux
--

Certified pursuant to subsection 32 (1) of the Financial Administration Act Certifié en vertu du paragraphe 32 (1) de la Loi sur la gestion des finances publiques	
_____ Signature	_____ Date
Représentant ministériel — Représentant du ministère	
_____ Signature	_____ Date

PWGSC-TPSGC 2829 (03/2006)

9 Limites des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 25,000.00\$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

10. Limite financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 350,000.00\$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 3 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

11. Ordre de priorité de documents

En cas d'incompatibilité entre les documents mentionnés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur cette même liste.

- a) la commande subséquentes à l'offre à commandes, y compris les annexes et les modifications;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) toute modification apportée au contrat conformément aux clauses et aux conditions de l'offre à commandes;
- e) les conditions générales datées et énumérées dans la Partie 7B, Clauses du contrat subséquent;
- f) les conditions supplémentaires;
- g) Annexes :
 - Annexe A, Énoncé des travaux/spécifications et toute modification apportée au document d'appel d'offres et intégrée à l'offre à commandes avant la date d'échéance de celle-ci;
 - Annexe B, Base de paiement
 - Annexe C, Exigences en matière de santé et sécurité - Alberta; (*insérer la province applicable où aura lieu le travail*)
 - Annexe D, Formulaire de rapport d'usage périodique
 - Annexe G, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
- h) l'offre de l'offrant, annexe E, datée du _____ (insérer la date de l'offre).

12. Attestations

12.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies

avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

14. Estimation de coût

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux requis à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs indiqués dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

PARTIE 7 (B) – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes :
 - (a) Énoncé des travaux - L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes;
 - (b) Conditions générales :

(i)	CG1	Dispositions générales	R2810D	(2013-04-25);
(ii)	CG2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
(iii)	CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
(iv)	CC4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
(v)	CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2010-01-11);
(vi)	CG6	Retards et modifications des travaux	R2865D	(2008-05-12);
(vii)	CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
(vii)	CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12);
(ix)	CG9	Assurance	R2590D	(2011-05-16);
 - (c) Conditions supplémentaires;
 - (d) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail R2940D (2012-07-16);
 - (e) Coûts admissibles pour les modifications de contrat
selon CG 6.4.1 R2950D (2007-05-25);
 - (f) Échelles des taux de salaires pour les contrats fédéraux de construction;
 - (g) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - (h) Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;
 - (i) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux Conditions générales.
 - 2) Les documents précisés à l'alinéa 1) par un numéro, une date et un titre sont incorporés par renvoi et sont reproduits dans le guide Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Le guide est offert sur le site Web de TPSGC :
<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rqqr.do?lang=fra&verb=rese&id=r&date=courant&ttl=&detail=&type=toutes&action=recherche>
- NOTA : Il convient de signaler aux entrepreneurs qu'un exemplaire des conditions de travail et des échelles de justes salaires doit être affiché dans le lieu de travail, à un endroit facilement accessible.*
- 3) Les échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction sont intégrées par renvoi et peuvent être consultées sur le site Web :
http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml
 - 4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.
 - 5) Un marché est conclu entre Canada et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant*. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.

6) Interprétation

« *Accepté par l'offrant* » signifie que l'offrant a accepté d'entreprendre les travaux et a commencé à les exécuter;

« *Ministre* » comprend toute personne agissant pour le ministre, son successeur, leurs adjoints légitimes et leurs représentants nommés aux fins de l'offre à commandes;

« *Représentant ministériel* » comprend le chargé de projet qui représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux seront effectués à la suite d'une commande subséquente à une offre à commandes et qui est responsable de toute question liée au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent;

« *Surintendant* » ou « *superviseur* » comprend l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par celui-ci pour agir à titre de surintendant;

« *Tableau des prix unitaires* » signifie le tableau des prix par unité figurant dans l'offre;

« *Travaux* » signifie, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux travaux décrits dans chacune des commandes subséquentes ainsi que dans le devis descriptif ou dans l'énoncé des travaux.

1. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

INSÉRER les conditions supplémentaires suivantes dans les conditions générales subséquentes :

1.1 T1204 - demande directe du ministère client

1.1.1 Conformément à l'alinéa 221 (1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L. R., 1985, ch.1 (5^e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer, à l'aide des feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

1.1.2 Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir au Canada, sur demande, son numéro d'entreprise ou numéro d'assurance sociale, selon le cas. (Ces demandes peuvent être formulées dans une lettre d'appel général envoyée aux entrepreneurs par écrit ou par téléphone).

1.2 Rapports périodiques

1.2.1 L'offrant doit soumettre à l'autorité contractante des rapports semestriels sur l'utilisation de l'offre à commandes faisant état du nombre et de la valeur globale des commandes, pour chaque destinataire. Les rapports doivent être présentés selon le modèle du « Formulaire de rapport d'usage périodique » ci-joint à l'annexe D et être transmis à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours après la fin de la période visée.

1.2.2 L'offrant comprend que le non-respect de cette exigence peut donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes.

2. Durée du contrat

2.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

3. Paiement

1.3 MODIFICATIONS À LA CLAUSE CG 5 MODALITÉS DE PAIEMENTS R2550D

SUPPRIMER LES CLAUSES CG 5.4, CG 5.5 et CG 5.6 et INSÉRER ce qui suit :

CG 5.4 Paiement

.1 Base de paiement

1. Lorsque la durée des travaux indiquée dans la commande subséquente est supérieure à 30 jours, l'entrepreneur peut présenter des réclamations périodiques mensuelles et aura droit de recevoir des paiements progressifs à intervalles mensuels ou autre intervalle convenu. Sous réserve d'une vérification par le représentant ministériel, le paiement des factures de l'entrepreneur pour des travaux exécutés de façon satisfaisante sera effectué au plus tard 30 jours après la réception des factures. La date d'échéance sera le 30^e jour suivant la réception d'une facture dûment présentée.
2. L'offrant présentera au représentant ministériel une facture distincte pour chaque commande subséquente conformément aux instructions relatives à la facturation établie dans la présente. La facture dûment présentée est une facture remise au représentant ministériel selon le format convenu et elle contient suffisamment de précisions, de renseignements et de documents d'appui pour en permettre la vérification.

La facture de l'entrepreneur doit montrer séparément ce qui suit :

- (a) le montant du paiement progressif réclamé pour les services fournis de façon satisfaisante, TPS/TVH en sus;
 - (b) le montant de toute taxe (TPS/TVH), calculé selon la législation fiscale fédérale applicable;
 - (c) le montant total représentant la somme des montants décrits ci-dessus (a et b).
3. Le montant de la taxe que l'entrepreneur aura indiqué sur la facture sera payé par le Canada en plus du montant du paiement progressif réclamé pour les travaux exécutés de façon satisfaisante.
 4. Si, dans les 15 jours suivant la réception de la facture, le représentant ministériel demande des renseignements supplémentaires aux fins de vérification, la période de paiement de 30 jours commencera après la réception des renseignements demandés. Le paiement sera effectué au plus tard le 30^e jour suivant la réception de la facture corrigée ou des renseignements exigés.
 - .1 Tout paiement progressif mensuel versé à l'entrepreneur peut faire l'objet d'une retenue de 10 % qui sera payée à l'entrepreneur lors du paiement final, à moins que le paiement retenu ne soit requis par le Canada pour remédier aux défauts des travaux de l'entrepreneur;
 - .2 Lorsque la durée des travaux indiqués dans la commande subséquente est égale ou inférieure à trente (30) jours, l'entrepreneur peut recevoir un paiement unique à titre de paiement total des travaux exécutés.

-
5. À la suite de l'exécution des travaux indiqués dans la réclamation périodique, on pourrait demander à l'entrepreneur de fournir une déclaration statuaire remplie et signée indiquant que jusqu'à la date de la réclamation périodique, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes les obligations légales quant aux conditions de travail et que relativement aux travaux, toutes les obligations légales de l'entrepreneur envers ses sous-traitants et fournisseurs, appelés collectivement « sous-traitants et fournisseurs » dans la déclaration, ont été remplies avant d'effectuer un autre paiement.
 6. À la suite d'un avis écrit par un sous-traitant, avec lequel l'entrepreneur a un contrat direct, selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le représentant ministériel fournit au sous-traitant une copie du dernier paiement progressif approuvé, qui a été versé à l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.
 7. À la suite de l'exécution de tous les travaux de façon satisfaisante, le montant exigible en vertu de l'entente, après déduction des paiements déjà effectués, est versé à l'entrepreneur dans les 30 jours suivant la réception d'une facture dûment présentée et, sur demande, accompagnée d'une Déclaration statutaire, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

3.2 Base de paiement - see Annexe B

3.3 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

3.4 Paiement des factures par carte de crédit

Les cartes de crédit _____ et _____ sont acceptées.

L'article CG5.11 Retard de paiement, Intérêt sur les comptes en souffrance, de CG5 - Modalités de paiement R2550D (2010-01-11) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0134-14CYLO/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

PWU-3-36203

ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre
Annexe F	Liste Complète Des Noms De Tous Les Individus Qui Sont Actuellement Administrateurs De L'Offrant
Annexe G	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0134-14CYLO/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

DND

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-3-36203

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE A

Énoncé des travaux

Reportez-vous à joints les documents PDF

ANNEXE B**.1 Base de paiement**

Les honoraires fondés sur le prix convenu seront payés à l'entrepreneur lorsque celui-ci aura fourni les services de manière satisfaisante, suivant l'approbation du représentant ministériel, mais ces honoraires n'excéderont pas les montants précisés dans la commande subséquente pour les travaux sans autorisation écrite.

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du marché, l'entrepreneur se verra payer un prix ferme, taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.

.1 Taux horaires :

L'entrepreneur sera payé selon des taux horaires fermes indiqués ci-dessous pour les travaux exécutés conformément au contrat.

Consulter les pièces jointes pour connaître les détails.

Coût estimatif total - Limitation des dépenses : \$350,000.00_(TPS/TVH en sus)

ANNEXE C

SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES - *Pour les travaux dans la province de l'Alberta*

1. INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP):

PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

- 1.1 Avant l'édition d'offre à commandes, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
 - 1.1.1 un énoncé de tarification des primes de la Commission des accidents du travail - Alberta, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
 - 1.1.2 une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
 - 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la Loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
- 1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

2. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS):

La Sécurité et la Santé lieu de travail

1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1 L'entrepreneur doit, aux fins des règlements de l'Alberta sur la sécurité et la santé au travail, et pour la durée du travail :
 - 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;
 - 1.1.2 d'accepter le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
 - 1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada* :
 - 1.1.3.1 d'accepte, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;
 - 1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification

2. SOUMISSION

2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et

2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :

2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et

2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifiant comme demandé.

NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.

3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

ALBERTA North

Alberta Human Resources and Employment
Workplace Health and Safety
10th Floor, 7th Street Plaza
10030-107 Street
Edmonton, Alberta, T5J 3E4

Telephone: (780)422-5949

Facsimile: (780) 427-0999

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0134-14CYLO/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

PWU-3-36203

ANNEXE D
Formulaire de rapport d'usage périodique

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Retourner à :

Sylvia Mayhew	780-497-3645	sylvia.mayhew@pwgsc-tps.gc.gc.ca
<i>Nom</i>	<i>Téléc.</i>	<i>Courriel</i>

à :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Attribution des marchés immobiliers, Direction générale des approvisionnements
Plaza Telus Nord, 10025 avenue Jasper, 5e étage
Edmonton (Alberta)
T5J 1S6

RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : _____

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : _____

Description des travaux	N° de commande subséquente	FACTURE GLOBALE

RAPPORT « NÉANT » : Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période _____.

PRÉPARÉ PAR :

NOM : _____

SIGNATURE _____

TÉLÉPHONE : _____

ANNEXE E**OFFRE**

Description de travail : OC – Services de réparation, d'entretien et d'homologation pour systèmes d'extinction d'incendie, MDN, Cold Lake (Alberta)
--

1. OFFRE

- .1 La présente offre à commandes est présentée par l'offrant soussigné, ci-après appelé « l'offrant », à Canada;
- .2 L'offre consiste à fournir tous les outils, outillages, équipements, services, matériaux et main-d'œuvre nécessaires pour exécuter et achever, consciencieusement et selon les règles de l'art, les travaux décrits ci-dessus;
- .3 Les travaux seront plus précisément décrits dans les commandes subséquentes passées par le chargé de projet, ci-après appelé le « représentant ministériel »;
- .4 Les commandes subséquentes peuvent être passées, à l'occasion, durant la période identifiée dans la partie 7A, la clause 4.1, ci-après dénommé la « durée ».

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- .1 Les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires et les conditions générales de la présente offre, lorsque signée par l'offrant ou pour le compte de ce dernier, constitueront l'ensemble de l'offre, cette dernière étant soumise aux dispositions exprimées dans les présentes.
- .2 Le taux horaire et le prix unitaire proposés régissent le calcul du montant total estimatif; les erreurs dans la multiplication du prix unitaire et dans l'addition du prix estimatif total seront corrigées afin d'arriver au montant estimatif total.
- .3 La présente offre remplace et annule toutes les communications, négociations et ententes relatives aux travaux autres que celles contenues dans l'offre.
- .4 On ne peut retirer cette offre avant l'expiration d'un délai de 120 jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

L'offrant s'engage :

- .1 à exécuter les projets commandés de temps à autre par le représentant ministériel sous la forme de **commandes subséquentes à une offre à commandes**, formulaire PWGSC/TPSGC 2829, que l'offrant admet avoir en sa possession conformément aux exigences établies par les présentes, et en vue d'un paiement versé aux termes de l'article 3 ci-dessous;
- .2 à fournir, à la demande du représentant ministériel, un prix estimatif détaillé, calculé conformément à la section 4 ci-dessous, ainsi qu'un horaire de travail pour chaque projet;
- .3 à commencer les travaux dès la réception d'une commande subséquente découlant de la présente offre à commandes, dûment signée par le représentant ministériel.

-
- .5 La présente offre ne constitue pas un contrat comportant des obligations liant Canada à l'offrant. Le représentant ministériel aura le droit de passer une commande subséquente auprès d'autres offrants ayant présenté une offre à Canada.
- .6 Un marché est conclu entre Canada et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.
- .7 Le nombre d'heures prévues, les quantités de matériaux et d'outils et le montant alloué pour le matériel non précisé qui est établi dans le barème de prix unitaires serviront à l'analyse comparative des offres et ne constitue en aucun cas une obligation de la part de Canada à faire appel aux travaux, matériaux ou outillages énoncés dans les présentes.
- .8 L'offrant déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du marché susceptible de découler de l'offre.

3. MODALITÉS FINANCIÈRES

- .1 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires du paragraphe 4.1 comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.
- .2 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. « Coût net » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses.
- .3 Les prix inscrits dans la section 4 de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.
- .1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Canada à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.
- .2 Les prix ne comprennent pas la taxe de vente du Québec. L'offrant doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer le montant de taxe de vente acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du marché découlant de la présente offre.
- .4 La somme versée par Canada pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.

.5 Les frais de sous-traitance, notamment les coûts de location d'équipement spécial approuvé par le chargé de projet, seront remboursés au prix coûtant, avec une majoration de dix (10) pour cent pour couvrir les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses. « Prix coûtant » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour toute partie des travaux exécutée par des sous-traitants.

6 Établissement des prix

.1 Les prix exigés dans l'offre sont les suivants :

.1 Appel de service, y compris la première heure de travail sur le site pour les heures régulières:

.2 Appel de service, y compris la première heure de travail sur le site pour en dehors des heures régulières;

.3 Du travail: taux horaire pour les heures régulières;

.4 Travail: taux horaire pour chaque heure en dehors des heures régulières;

.5 Mark sur provision pour matériau non spécifique, pièces de rechange, les permis nécessaires et les certificats. à des fins d'évaluation.

.2 Les taux horaires exigés dans l'offre et l'acceptation pour des types de services précis correspondront au coût total des travaux à exécuter, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :

.1 main-d'œuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance de responsabilité civile;

.2 temps de déplacement;

.3 transport/dépenses d'automobile;

.4 outils;

.5 coûts indirects et le profit;

.6 tout frais accessoire autre que l'achat de matériel et de pièces de rechange lié à la main-d'œuvre;

.7 Tarifs des appels de service ne seront versées que sur le premier appel-out. Si le travail à effectuer sur les jours suivants, les taux de rémunération ne seront appliqués. En cas d'urgence un appel de service sera autre alors que les réparations et l'entretien seront pré-négociées dans le cadre citations individuelles;

.8 pour le travail effectué au cours des jours suivants, l'hébergement seront remboursés conformément à la Directive politique sur les voyages. La directive politique sur les voyages est disponible au site Web suivant. Les frais d'hébergement ne sont pas d'inclure un mark-up et doivent être soutenus par des reçus. Directive

<http://www.njc-cnm.gc.ca/ / voyage-voyage / index-fra.php>

.3 Les heures normales de travail seront de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi. Les heures supplémentaires doivent être autorisées au préalable par le responsable du projet

.7.1 Factures

.1 Toutes les factures présentées pour paiement doivent indiquer :

.1 le numéro de commande de travail de génie construction;

.2 le numéro de dossier de génie construction;

.3 le numéro de la demande, DSS 942 (demande relative à un contrat);

.4 le numéro d'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC);

- .5 la même adresse que celle figurant sur le contrat de TPSGC.
- .2 Les factures doivent comprendre la ventilation suivante :
 - .1 Taux horaire par offre et heures de travail de chaque personne de métier;
 - .2 Une liste détaillée du matériel utilisé, par coût, doit figurer sur toutes les factures présentées pour paiement;
 - .3 Le total multiplié;
 - .4 La taxe sur les produits et services (TPS/TVH) doit être indiquée séparément;
 - .5 Lorsqu'il y a sous-traitance, une copie de la facture du sous-traitant doit accompagner la facture liée à la demande;
 - .6 Lorsqu'il y a un rabais ou une majoration, l'indiquer séparément.
- .3 Les factures présentées pour paiement en regard du présent contrat et qui ne sont pas correctement rédigées seront renvoyées à l'entrepreneur pour annotation appropriée avant de produire l'attestation des paiements.

4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés dans les sections 2 et 3 ci-dessus :

4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux

BARÈME A) Année 1

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Heures/quantité estimative	Prix unitaire \$ ¢	Prix total estimatif \$ ¢
1.	Appel de service, y compris la première heure sur place, le travail productif Pendant les heures normales de travail: du lundi au vendredi (8h00-16h00) i) Compagnon ii) Aide	25 25	Appel appel	\$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____
2.	Frais de main-d'œuvre uniquement, en plus des éléments susmentionnés a) Pendant les heures normales de travail : De 8 h à 16 h, du lundi au vendredi i) Compagnon ii) Aide b) En dehors des heures régulières: Du lundi au vendredi (1600-0800) i) Compagnon ii) Aide c) En dehors des heures régulières: Week-ends et jours fériés i) Compagnon ii) Aide	1090 1090 38 38 38 38	l'heure l'heure l'heure l'heure l'heure l'heure	\$ _____ \$ _____ \$ _____ \$ _____ \$ _____ \$ _____	\$ _____ \$ _____ \$ _____ \$ _____ \$ _____ \$ _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

W0134-14CYLO/A

pww909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

PWU-3-36203

3.	La marge bénéficiaire de l'entrepreneur sur le montant alloué pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, les permis et les certificats exigés. (pourcentage de majoration x 125,000 \$ =)	s.o.	\$125000	_____ %	_____
----	---	------	----------	---------	-------

Total partiel A) : Montant total estimatif pour la première année, TPS/TVH en sus _____ \$

BARÈME C) Année 3

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériel ou d'outillage	Unité	Heures/quantité estimative s	Prix unitaire \$ ¢	Prix total estimatif \$ ¢
1.	Appel de service, y compris la première heure sur place, le travail productif Pendant les heures normales de travail: du lundi au vendredi (8h00-16h00)				
	i) Compagnon	25	Appel	\$ _____	\$ _____
	ii) Aide	25	appel	\$ _____	\$ _____
2.	Frais de main-d'œuvre uniquement, en plus des éléments susmentionnés				
	a) Pendant les heures normales de travail : De 8 h à 16 h, du lundi au vendredi				
	i) Compagnon	1090	l'heure	\$ _____	\$ _____
	ii) Aide	1090	l'heure	\$ _____	\$ _____
	b) En dehors des heures régulières: Du lundi au vendredi (1600-0800)				
	i) Compagnon	38	l'heure	\$ _____	\$ _____
	ii) Aide	38	l'heure	\$ _____	\$ _____
	c) En dehors des heures régulières: Week-ends et jours fériés				
	i) Compagnon	38	l'heure	\$ _____	\$ _____
	ii) Aide	38	l'heure	\$ _____	\$ _____
3.	La marge bénéficiaire de l'entrepreneur sur le montant alloué pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, les permis et les certificats exigés. (pourcentage de majoration x 125,000 \$ =)	s.o.	\$125000	_____ %	_____

Total partiel C) : Montant total estimatif pour la trois année, TPS/TVH en sus _____ \$

4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)**4.2 PRIX TOTAL ÉVALUÉ** (durée initiale d'un an + Deuxième année + Troisième année)

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4
Total partiel BARÈME A) Durée initiale d'un an	Total partiel BARÈME B) Deuxième année	Total partiel BARÈME C) Troisième année	Prix total évalué (col.1 + col.2 + col.3 = col.4)
_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
			TPS/TVH en sus

Ces articles seront utilisés uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant qui sera utilisé dans le cadre de l'offre à commandes.

Un taux doit être précisé pour chaque élément.

L'offrant convient que le ou les prix unitaires proposés régissent le calcul du prix total évalué. L'offrant comprend que les erreurs dans la multiplication du prix unitaire, dans l'addition du prix estimatif total et du montant total évalué seront corrigées afin d'arriver au prix total évalué.

On retiendra le prix évalué total de la colonne 5. On prévoit attribuer une seule offre à commandes pour l'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas.

SIGNATURE:

Name and title of person authorized to sign on behalf of Bidder (Type or print)

Signature

Date

Offeror's Contact Information:

Name: _____

Title: _____

Telephone: _____

Facsimile No. _____

Email: _____

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0134-14CYLO/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

PWU-3-36203

ANNEXE F
Attestations pour le Code de conduite

Page 1

**LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT
ADMINISTRATEURS DU SOUMISSIONNAIR**

*AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES : IMPRIMEZ LISIBLEMENT OU LES DIRECTEURS DE TYPE LES NOMS DE
FAMILLE ET LES NOMS DONNÉS*

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0134-14CYLO/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

PWU-3-36203

ANNEXE G

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

(PDF ci-joint)

ANNEXE 'A'
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
4^e ESCADRE COLD LAKE

GÉNIE CONSTRUCTION DE L'ESCADRE

ÉNONCÉ DES TRAVAUX
VISANT

la réparation et l'entretien
des systèmes d'extinction des incendies et
des dispositifs antirefoulement

BFC COLD LAKE
ALBERTA, T9M 2C6



Numéro de demande : W0134-14-CYLO
Carte de contrat : FSSYSLO
Date : 30 août 2013
Responsable du projet :

Table des matières

Description des travaux	1
Garantie	2
Utilisation des lieux par l'Entrepreneur	2
Qualité d'exécution	2
Demande d'estimation des coûts.....	2
Travail en sous-traitance.....	3
Sécurité des opérations	3
Exigences en matière de santé et de sécurité	3
Réunion d'orientation	4
Mesures de protection de l'environnement.....	4
Mesures spéciales en vigueur à l'aéroport	5

Description des travaux

1. Les travaux visés par la présente Convention d'offre à commandes (COC) doivent inclure la main-d'œuvre, les matériaux, les outils, le matériel, le transport et la supervision nécessaires pour effectuer la réparation, l'entretien et la certification après l'essai de simulation du matériel remplacé ou réparé des systèmes de lutte contre les incendies et d'extinction des incendies ainsi que de tous les dispositifs antirefoulement indiqués à l'appendice A.
 - a. L'Entrepreneur exécutera la plupart des travaux exigés entre 7 h et 16 h pendant les jours ouvrables, ou selon les directives.
 - b. Entretien tout le matériel conformément aux instructions du fabricant. Il incombe à l'Entrepreneur de suivre les instructions du fabricant relativement à l'application ou à l'installation d'un matériau ou d'un produit. Le personnel effectuant les travaux doit être muni d'un stock adéquat de matériaux et de pièces de rechange, afin de s'assurer que tout système pour lequel l'inspection révèle le besoin de réparations puisse être remis en état de service et réactivé dès que possible.
 - c. Seules les pièces approuvées par le fabricant doivent être utilisées pour réaliser des réparations aux systèmes. Les matériaux doivent constituer des éléments standards fournis par les fabricants ou leurs représentants autorisés. Les modifications de formule ne sont pas autorisées. Les agents chimiques doivent être identiques à ceux fournis à l'origine.
 - d. L'Entrepreneur doit fournir un prix détaillé pour les projets demandés dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la demande, à moins qu'il ait un motif raisonnable de repousser ce délai. Un temps estimatif d'exécution des travaux sera indiqué dans le formulaire FC 942, Commande subséquente à une offre à commandes et l'Entrepreneur doit respecter les délais imposés. Les travaux visés par les appels de service doivent être effectués dans les 24 heures suivant l'avis ou l'appel.
 - e. Avant d'entreprendre des travaux sur un système d'extinction des incendies, l'Entrepreneur doit s'assurer que le permis de travail, fourni par le Responsable du projet, du système de gicleurs a été produit et que le service des incendies est sur place. Il incombe à l'Entrepreneur d'informer les occupants du bâtiment et le Responsable du projet avant et après le déclenchement des dispositifs d'alarme.
 - f. À l'achèvement de chaque projet, l'Entrepreneur doit réussir un essai complet et soumettre au Responsable du projet un rapport écrit portant sur l'installation et l'état du matériel visé par le présent contrat. Les rapports doivent indiquer la date de l'installation, l'emplacement du matériel, les détails du fabricant concernant les pièces et le matériel ajoutés, les défaillances constatées et les correctifs apportés. Ce rapport doit être soumis dans les sept (7) jours ouvrables après l'installation.
 - g. Il incombe à l'Entrepreneur d'observer tous les codes, normes et règlements qui régissent ou limitent la manière dont le contrat est exécuté. La plus récente édition des normes aura préséance. L'Entrepreneur doit respecter les mesures de sécurité en construction indiquées dans le Code national du bâtiment – Canada 2010 ou la plus récente édition, et toutes les autres dispositions applicables des lois fédérales et provinciales et des règlements municipaux régissant la sécurité, afin de prévenir les accidents et les blessures sur le chantier ou aux alentours de celui-ci.

Garantie

2. Tout le travail exécuté dans le cadre de la présente convention d'offre à commandes (COC) doit être garanti pendant 12 mois à partir de la date de réparation ou de remplacement. Tout matériau ou matériel remplacé dans le cadre de la présente convention doit être garanti par le fabricant. À la fin des travaux, l'Entrepreneur doit fournir au Responsable du projet les garanties des fabricants.

Utilisation des lieux par l'Entrepreneur

3. L'utilisation des lieux est exclusive à l'exécution des travaux et est soumise aux conditions suivantes :

- a. les déplacements sur les lieux seront assujettis aux restrictions imposées par le Responsable du projet;
- b. éviter d'encombrer de façon excessive les lieux avec des matériaux ou du matériel;
- c. maintenir le chantier en bon ordre et exempt d'accumulation de débris et de matériaux de rebut;
- d. exécuter les travaux de manière à gêner ou à perturber le moins possible les occupants ainsi que les activités normales des lieux.

Qualité d'exécution

4. L'exécution des travaux doit être de qualité optimale et confiée à des ouvriers compétents détenant les accréditations professionnelles de leurs corps de métier respectifs. Il incombe à l'Entrepreneur de fournir des employés dotés de tous les certificats et agréments requis. Il lui incombe également de fournir tous les permis de pratique, toutes les cartes de qualification et les agréments applicables pour prouver les compétences exigées dans les modalités du présent contrat.

5. L'Entrepreneur doit éviter d'embaucher des personnes inaptes ou non qualifiées pour accomplir les tâches exigées. L'exécution des travaux ne doit pas être confiée à des personnes qui, de l'avis du Responsable du projet, sont incompetentes, inaptes ou ne se sont pas conduites convenablement. Le Responsable du projet se réserve le droit d'exiger le renvoi des lieux des travailleurs jugés incompetents ou negligents, ayant fait preuve d'insubordination ou ayant commis un acte répréhensible.

6. En cas de désaccord quant à la qualité ou à la justesse de l'exécution, les décisions sont prises par le Responsable du projet uniquement et elles sont irrévocables.

Demande d'estimation des coûts

7. Sur réception de la demande d'estimation transmise par le Responsable du projet, l'Entrepreneur présentera une estimation des coûts associés à la réparation ou au remplacement d'articles particuliers avant d'entreprendre les travaux. Cette estimation doit respecter les critères suivants :

- a. être conforme à la base de paiement. Tout poste non couvert par les clauses relatives à l'établissement des prix contenues dans la base de paiement ne sera pas approuvé;

- b. l'estimation des coûts doit être télécopiée (780-840-7310) ou envoyée par courriel au Responsable du projet. L'estimation doit fournir une ventilation des prix relativement aux matériaux, à la main-d'œuvre, à la majoration des prix et à la TPS;
 - c. sur acceptation de l'estimation des coûts et sur réception du formulaire FC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, l'Entrepreneur exécutera les travaux dans les 48 heures qui suivent ou à un moment mutuellement convenu par les deux parties.
8. Un exemplaire rempli et signé de la Liste de vérification de l'orientation sur la sécurité des entrepreneurs de la 4^e Escadre (qui se trouve à l'appendice B) doit être soumis avant que le Responsable du projet accepte le début des travaux.

Travail en sous-traitance

9. S'il souhaite confier en sous-traitance quelque travail que ce soit, l'Entrepreneur doit fournir au Responsable du projet les coordonnées du sous-traitant et un certificat de décharge de la Commission des accidents de travail de l'Alberta. Le défaut de fournir de tels renseignements amènera le Responsable du projet à refuser ledit travail confié en sous-traitance.

Sécurité des opérations

10. Les travaux exécutés dans la zone réglementée générale (ZRG) sont assujettis à des règles de sécurité particulières et uniques. Tous les employés de l'Entrepreneur doivent détenir une carte d'identité de la compagnie et le laissez-passer pour la ZRG. Les personnes sans laissez-passer ne pourront pas entrer dans la ZRG. S'il demande à l'Entrepreneur d'exécuter des travaux dans des secteurs de la ZRG auxquels l'accès lui est interdit en raison de sa cote de fiabilité, le Responsable du projet tentera de fournir des agents de sécurité.
11. L'utilisation des téléphones cellulaires est limitée dans la ZRG.
- a. Il est interdit d'utiliser des téléphones cellulaires dans les enceintes de ravitaillement en carburant.
 - b. Il est interdit d'utiliser des téléphones cellulaires à moins de 15 m d'un aéronef.
12. Il est interdit de prendre des photographies à l'intérieur de la ZRG. Si cela est nécessaire, le Responsable du projet s'en chargera. La demande doit en être faite longtemps à l'avance. Après étude, il se peut qu'elle soit rejetée à cause d'autres considérations.

Exigences en matière de santé et de sécurité

13. Tous les accidents doivent être immédiatement signalés au Responsable du projet.
14. Toutes les matières dangereuses doivent être identifiées et étiquetées conformément au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT). Il faut fournir des exemplaires des fiches signalétiques (FS) au Responsable du projet.
15. En cas de facteurs, de circonstances ou de risques imprévus ou particuliers liés à la sécurité au cours des travaux, il faut aviser le Responsable du projet immédiatement.
16. Si, au cours des travaux, des ouvriers exposent ou dérangent des produits susceptibles de contenir de l'amiante qui ne sont pas mentionnés dans les modalités du contrat, on doit

INTERROMPRE les travaux dans la zone en question et consulter immédiatement le Responsable du projet.

17. La 4^e Escadre Cold Lake interdit l'usage du tabac, sauf dans les zones désignées à cet effet.

Réunion d'orientation

18. Il y aura une réunion de lancement au cours de laquelle l'Entrepreneur et le Responsable du projet discuteront des conditions de la convention d'offre à commandes (COC). Cette réunion donnera aux deux parties une occasion de poser les questions ou de faire les demandes pertinentes et d'y répondre. La réunion aura lieu avant le début des travaux pour s'assurer qu'il n'y a aucun malentendu. Selon la COC, cette réunion peut avoir lieu par téléconférence. Le Responsable du projet contactera l'Entrepreneur pour planifier la réunion le plus tôt possible après l'attribution de la présente COC. La durée prévue de la réunion est d'environ une heure (peut changer).

19. Les employés de l'Entrepreneur qui travailleront dans la 4^e Escadre Cold Lake doivent prendre connaissance des consignes et du règlement en matière d'incendie en vigueur pour les entrepreneurs, et s'y conformer. Les documents leur seront remis par le Responsable du projet durant la réunion d'orientation ou avant le début des travaux.

Le Responsable du projet veillera à ce que l'Entrepreneur soit informé des mesures de prévention des incendies au cours de la réunion d'orientation, avant le début des travaux.

20. Les entrepreneurs, les visiteurs et les sous-traitants qui collaborent avec le personnel du MDN devront assister à des exposés d'environ une (1) heure portant sur les procédures en matière de santé, de sécurité, d'environnement et d'intervention en cas d'urgence propre aux travaux, lesquels exposés seront faits par le Responsable du projet. La documentation, y compris les instructions permanentes d'opération (IPO) ou autres procédures, et les normes de sécurité, sera, au besoin, citée ou prêtée aux entrepreneurs et aux visiteurs aux fins de référence.

21. L'Entrepreneur, ses employés ainsi que ses sous-traitants s'engagent à respecter tous les règlements du MDN en vigueur sur les lieux des travaux, y compris toutes les normes sur la sécurité, la santé et l'environnement, ainsi que les normes établies aux fins de la préservation et de la protection de la propriété du MDN contre les pertes ou les dommages dus à toutes les causes, y compris le feu.

22. Il incombe à l'Entrepreneur de s'assurer que tous les employés et sous-traitants qui travailleront sur le chantier sont bien informés et qu'ils ont rempli et signé la liste de vérification des exigences de sécurité de l'Entrepreneur avant de commencer des travaux sur le chantier. Un exemplaire signé de la liste de vérification doit être remis au Responsable du projet. Aucun paiement ne sera effectué avant que l'ensemble de la documentation n'ait été fourni.

Mesures de protection de l'environnement

23. Règles relatives à l'élimination des déchets :

- c. il est interdit d'enfouir des rebuts ou des déchets sur le site;
- d. il est interdit de déverser des déchets ou des matières volatiles comme des essences minérales, de l'huile ou du diluant à peinture dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires;
- e. l'Entrepreneur doit assumer les coûts de l'enlèvement, du transport et de l'élimination des déchets;

- f. L'Entrepreneur doit éliminer tous les rebuts et tous les résidus conformément aux règlements provinciaux ou municipaux en vigueur;
- g. il est interdit de déverser de l'eau contaminée dans les cours d'eau, les égouts pluviaux, les égouts sanitaires ou les systèmes de drainage;
- h. on doit réguler l'évacuation ou l'écoulement de l'eau contaminée ou des autres substances dangereuses conformément aux exigences des autorités locales;
- i. il ne faut pas jeter de déblais, de rebuts ou de débris dans les cours d'eau;
- j. L'Entrepreneur doit immédiatement informer le Responsable du projet de tout incident ayant causé des dommages.

Mesures spéciales en vigueur à l'aéroport

- 24. Lors de travaux dans les aires de la 4^e Escadre, les restrictions suivantes s'appliquent :
 - a. ne pas perturber les activités de l'aéroport sans la permission du Responsable du projet;
 - b. prendre les mesures temporaires de sécurité nécessaires à l'acheminement du public, du personnel et des piétons ainsi qu'à la circulation des véhicules;
 - c. installer des barrières et des feux de circulation aux endroits indiqués.
- 25. Dans les zones de l'aéroport ouvertes à la circulation aérienne, l'Entrepreneur doit :
 - a. obtenir du Responsable du projet l'approbation du déroulement des travaux;
 - b. contrôler les déplacements du matériel et du personnel conformément aux directives du Responsable du projet;
 - c. observer immédiatement les signaux et les directives des accompagnateurs;
 - d. fournir un accompagnateur qui sera présent pour tous les travaux nécessaires sur le terrain de l'aérodrome;
 - e. tous les employés doivent être conscients du souffle des réacteurs (échappement) provenant des aéronefs en marche lorsqu'ils travaillent dans l'aérodrome. Le souffle des réacteurs est extrêmement chaud et violent.
- 26. Les entrepreneurs doivent être conscients des contrôles des dommages causés par des corps étrangers (FOD) ci-après.
 - a. Lorsque des voies utilisées pour circuler croisent des pistes, des voies de circulation ou des zones où sont stationnés des aéronefs, l'Entrepreneur ou son représentant doit enlever immédiatement les débris.
 - b. Lorsque des voies d'accès croisent des pistes, des voies de circulation ou des zones où sont stationnés des aéronefs, l'Entrepreneur ou son représentant doit maintenir les intersections exemptes de boue et de débris en tout temps.
 - c. Le contrôle des FOD doit être effectué en continu dans le voisinage des aéronefs, des pistes et des aires de stationnement. Il faut contrôler les débris projetés en tout temps et vérifier les pneus des véhicules à chaque point de vérification FOD désigné.

SYSTÈMES UTILISÉS À LA 4^e ESCADRE**SYSTÈMES D'EXTINCTION À PRODUITS CHIMIQUES LIQUIDES ET/OU EN POUDRE
ET SYSTÈMES À GAZ COMPRIMÉ**

Hangar 1	Cantine de l'1 EMA (1 x système d'extinction à produit chimique liquide – Range Guard modèle 2.5G)
Hangar 2	Cabine de peinture (1 x système d'extinction à produit chimique en poudre – Kidde-Fenwal modèle HDR 500)
Hangar 3	Cabine de peinture (1 x système d'extinction à produit chimique en poudre – Kidde-Fenwal modèle HDR 500)
Hangar 4	Cabine de peinture (1 x système d'extinction à produit chimique en poudre – Kidde-Fenwal modèle HDR 500)
Hangar 7	Cantine (1 x système d'extinction à produit chimique liquide – Kidde modèle K RS-50)
Hangar 10	Simulateur de vol (3 x systèmes d'extinction Inergen – système d'extinction spécial), avec panneau de déclenchement Notifier AFP-400 – 22 bouteilles en tout
Bâtiment 7	Cantine du GC (1 x système d'extinction à produit chimique liquide – Range Guard modèle 2.56)
Bâtiment 7	Cabine de peinture du GC (1 x système d'extinction à produit chimique en poudre – Kidde IND 45 et 21)
Bâtiment 20	Cuisine du mess des officiers (1 x système d'extinction à produit chimique liquide – Range Guard modèle 6G)
Bâtiment 30	Cuisine des MR sup (1 x système d'extinction à produit chimique liquide – Range Guard modèle 6G)
Bâtiment 40	Cuisine du mess des caporaux (4 x systèmes d'extinction à produit chimique liquide – Range Guard modèles 2 x 6G/2 x 2.5G)
Bâtiment 41	Club des caporaux et soldats (1 x système d'extinction à produit chimique liquide – Range Guard modèle 2.5G)
Bâtiment 69	Cuisine (2 x systèmes d'extinction à produit chimique liquide – Range Guard modèle 6G)
Bâtiment 173	Hangar insonorisé (1 x système à CO ₂ avec système à saturation – 2 x bouteilles de 100 lb)
Bâtiment 177	Cabine de peinture (1 x système d'extinction à produit chimique en poudre) Cuisine principale (1 x système d'extinction à produit chimique en poudre – Karbaloy, format 2,5 x 4 gal, Range Guard, lien fusible, 8 buses de plénum, 5 liens fusibles, arrêt de l'alimentation en gaz automatique, 2 bouteilles au-dessus du réfrigérateur-chambre, débrancher les têtes de décharge avant l'entretien.)
Bâtiment 686	Cuisine des cadets (1 x système d'extinction à produit chimique liquide - pyrochimique)
Bâtiment 739	Balisage lumineux des aérodromes (1 x système à CO ₂ avec système à saturation - 4 x bouteilles de 100 lb)
Bâtiment 814	Système Inergen

SYSTÈMES À EAU

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

Hangar 1	<p>Centre du hangar, 3^e étage, côté route A et B, excluant les bureaux situés au bord du mur sud.</p> <p>(1 x installation sous eau de 6 po, TYCO, avec un panneau Honeywell/Secutron, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F, Mcavity, environ 786 têtes fermées.)</p> <p>Tour, secteur des hangars, annexes et le côté de la rampe du 3^e étage (1 x installation sous eau de 6 po, TYCO, avec un panneau Honeywell, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F, Mcavity, environ 815 têtes fermées.)</p> <p>Plancher du hangar côté est, bureau du GCBS, côté nord, essai d'inspection du plancher du hangar du côté aire de trafic.</p> <p>(1 x installation sous eau de 6 po, TYCO, avec un panneau Honeywell, modèle B, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F, Reliable, environ 556 têtes fermées.)</p> <p>-Plancher du hangar côté ouest, essai d'inspection du mur du côté piste. (1 x installation sous eau de 6 po, TYCO, avec un panneau Honeywell, modèle B, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F, Reliable, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre supervisés, environ 540 têtes fermées avec 3 robinets de commande sectionnés supervisés.)</p>
Hangar 2	<p>La moitié du hangar, côté route, comprend des bureaux, l'alarme d'incendie touchera le système de CVCA et la cabine de peinture. (Installation sous eau côté route, salle 127, Honeywell, modèle B, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F, robinet-vanne de régulation, robinet avec colonne de manœuvre et prise d'incendie côté route, environ 268 têtes d'extincteur fermées. Essai d'inspection du robinet, salle 124.)</p> <p>La moitié du hangar, côté rampe, y compris la baie d'aéronefs, les bureaux et le sous-sol. (Installation sous eau, côté nord, modèle B, à ailettes Potter VSR-F, Reliable, robinet-vanne de régulation, robinet avec colonne de manœuvre et prise d'incendie supervisés, environ 412 têtes d'extincteur fermées. Alarme d'incendie aura une incidence sur le système de CVCA et les cabines de peinture.</p>
Hangar 3	<p>Côté nord, modèle B, à ailettes Potter VSR-F, Reliable, robinet avec colonne de manœuvre côté route, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre supervisés, prise d'incendie côté route, environ 180 têtes d'extincteur fermées, 36 têtes d'extincteur pendantes fermées, inst. en 1970, basse pression fixée à 110 lb/po² ayant une incidence sur la cabine de peinture, essai d'inspection du robinet dans l'angle nord-ouest, salle 100, rez-de-chaussée. Zone de couverture : moitié du hangar, côté route, y compris les bureaux au rez-de-chaussée et au premier étage.</p>

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

	<p>Côté route, modèle B, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes Potter VSR-F, Reliable, robinet avec colonne de manœuvre supervisés, prise d'incendie côté route, 6 têtes d'extincteurs fermées, côté mur, 127 têtes d'extincteurs pendantes fermées, 162 têtes d'extincteur debout, inst. en 1970, basse pression fixée à 110 lb/po² ayant une incidence sur la cabine de peinture. Zone de couverture : moitié du hangar, côté piste, y compris les bureaux.</p>
Hangar 4	<p>Installation sous eau, 6 po, Vernon</p> <p>Angle nord-est du plancher du hangar, panneau Chemtronics micro 1002, modèle hydr 500, 2 bouteilles de 50 lb de bicarbonate de sodium, Kidde-Fenwal, 5 détecteurs supervisés, arrêt du système de CVCA, 7 buses ouvertes avec couvercles, inst. en 1996, zone de couverture : l'ensemble de la superficie de la cabine de peinture.</p> <p>C252-H004-D4014-0002 Installation sous eau – 6 po, Vernon</p> <p>Côté route, modèle B, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes Potter VSR-F, Reliable, robinet avec colonne de manœuvre côté route, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre supervisés, prise d'incendie côté route, 8 têtes d'extincteur debout à déclenchement rapide fermées, 109 têtes d'extincteur pendantes fermées, 187 têtes d'extincteur debout fermées pour un total de 304 têtes d'extincteur, inst. en 1954, mod. en 1976 et 1996. Zone de couverture : moitié du hangar, côté piste, y compris les bureaux, basse pression fixée à 110 lb/po², essai d'inspection de l'armoire à outils, angle sud-ouest.</p>
Hangar 6	<p>C252-H006-D4014-0001 Installation sous eau – 6 po, Reliable</p> <p>Modèle B, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes Potter VSR-F, Reliable, robinet avec colonne de manœuvre côté route, arrêt du système de CVCA, 13 têtes d'extincteur pendantes à déclenchement rapide, 1 tête d'extincteur à déclenchement rapide, 29 têtes d'extincteur pendantes, pour un total de 218, inst. en 1954, mod. En 1970 et 1996, basse pression fixée à 110 lb/po².</p> <p>Zone de couverture : moitié du hangar, côté route, y compris les bureaux.</p>
Hangar 7	<p>11 installations Deluge de 6 po, 1 installation à préaction de 2,5 po, 1 installation sous eau de 4 po, 1 pompe d'incendie électrique Cutler-Hammer, type FD, régulateur pour service complet, 1 pompe régulatrice avec régulateur de la pompe d'appoint Westinghouse, 2 dispositifs antirefoulement à pression réduite Watts de 10 po, 2 réservoirs à mousse de 2 271 L chacun (AFFF 3 %), 12 stations de mousse.</p>
Hangar 8	<p>C252-H008-D4014-0001 Installation sous eau, 8 po, Grinnell</p> <p>Local mécanique, angle sud-ouest, panneau du système 3, modèle A, dispositif d'alarme d'incendie, à ailettes et à pression, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre du côté ouest, supervisé, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre à</p>

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

	<p>basse pression, prise d'incendie côté ouest, 242 têtes d'extincteur fermées, inst. en 1975, essai d'inspection dans le bureau de l'angle nord-ouest.</p> <p>Zone de couverture : côté ouest du plancher du hangar et les bureaux et 2 robinets armés.</p> <p>C252-H008-D4014-0002 Installation sous eau – 8 po, Grinnell</p> <p>Local mécanique, angle sud-ouest, modèle A, dispositif d'alarme d'incendie, à ailettes et à pression, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre du côté ouest, supervisé, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre à basse pression, prise d'incendie côté ouest, 260 têtes d'extincteur fermées, inst. en 1975. Zone de couverture : côté est du plancher du hangar et les bureaux, 2 robinets armés.</p>
Hangar 9	<p>C252-H009-D4014-0001 Installation sous eau – 6 po, F2001</p> <p>Mur est du hangar, modèle F2001, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre supervisés, prise d'incendie côté est, 9 têtes d'extincteur pendantes à fusible, 132 têtes d'extincteur debout à fusible, inst. en 1983. Essai d'inspection de l'angle sud-ouest de la porte du hangar. Zone de couverture : toutes les aires.</p>
Hangar 10	<p>3 installations Deluge de 6 po avec panneau de déclenchement AFP-400, 2 systèmes à préaction de 2,5 po avec panneau d'incendie AFP-400, 4 installations sous eau de 4 po, 3 pompes à incendie diesel avec pompe Tornatech, modèle du contrôle n° FPD-N-24-F-BC-10, réservoir de mousse AFFF de 9 100 L, 6 stations de mousse, 5 bornes d'incendie et 11 robinets avec colonne de manœuvre.</p>
Bâtiment 5	<p>C252-B005-D4014-0001 Installation sous eau – 6 po, Grinnell</p> <p>Côté hangar, panneau Pyrotronics Sys 3, modèle F2001/AUCUNE chambre de retardement, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre situé sur le côté de la route Athabasca, robinet-vanne de régulation, robinet avec colonne de manœuvre et prise d'incendie supervisés, côté hangar, 311 têtes fermées à fusible, inst. en 1954, mod. en 1980, essai d'inspection de l'entrepôt sud-ouest, manuel de PPMU. Zone de couverture du bâtiment d'origine, y compris 2 aires de véhicules, 1 robinet armé d'incendie, 1 cabine de peinture, boutiques et bureaux principaux.</p> <p>C252-B005-D4014-0002 Installation sous eau – 4 po, Gem</p> <p>Nouvel ajout du côté est, panneau Sys 3 à l'entrée principale, modèle F2001/AUCUNE chambre de retardement, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre, 1 prise d'incendie, côté hangar, 78 têtes d'extincteur, intervention rapide, inst. en 1993, essai d'inspection de l'angle sud-ouest, côté bureau. Zone de couverture du nouvel ajout en face du service des incendies.</p> <p>C252-B005-D4014-0003 Installation sous eau – 4 po, Gem</p>

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

	Poste de lavage, panneau Sys 3, modèle F2001, dispositif d'alarme d'incendie PS10-1, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre situé sur le côté de la route Athabasca, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre supervisés.
Bâtiment 63	C252-B063-D4014-0001 Installation sous eau – 6 po, Gem F2001 Sous-sol, panneau Sys 3, modèle F2001, pression du dispositif d'alarme d'incendie, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre sur le côté sud-ouest, prise d'incendie du hangar, têtes d'extincteur fermées et à fusible, inst. en 1958, mod. en 1990. Essai d'inspection du mur est de l'atelier de batterie et du nouveau garage. Zone de couverture : bâtiment en entier.
Bâtiment 69	C252-B069-D4014-0001 Installation sous eau – 4 po, Globe H-3 Aucune information C252-B069-D4014-0002 Installation sous eau – 4 po, Globe H-3 Aucune information Zone de couverture : côté nord.
Bâtiment 75	C252-B075-D4014-0001 Installation sous eau – 6 po, interrupteur de débit Local mécanique nord-est, panneau Edwards, modèle A1, dispositif d'alarme d'incendie sous pression Gamewell, salle 47463, Mcavity, robinet avec colonne de manœuvre sur le côté nord (aire de pique-nique de l'IFRCC). Robinet avec colonne de manœuvre Honeywell supervisé, basse pression, prise d'incendie côté est, 99 têtes d'extincteur debout fermées, inst. en 1962, essai d'inspection de l'angle nord-ouest. Zone de couverture : bâtiment en entier; basse pression fixée à 90 lb/po ² .
Bâtiment 102a	Poste de pompage 419 EGS effectue l'entretien situé sur l'aire de trafic TACK
Bâtiment 170	C252-B170-D4014-0001 Installation sous eau – 4 po, Fryco Local mécanique 101, panneau Secutron, MR2200X2, robinet avec colonne de manœuvre sur le côté nord du local mécanique, prise d'incendie côté nord du local mécanique, caract. autom. du système de CVCA, 584 têtes d'extincteur x 2 fermées et ouvertes, inst. en 1984, essai d'inspection de la salle 309, angle nord-est, 3 étages, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre supervisés. Zone de couverture : côté est avioniques. C252-B170-D4014-0002 Installation sous eau – 4 po, Astra Local mécanique 128, panneau Pyrotronics Sys 3, modèle C, Astra, robinet avec colonne de manœuvre sur le côté nord de la salle mécanique, robinet-vanne de régulation et robinet avec colonne de manœuvre supervisés, prise d'incendie côté nord du local mécanique, caract. autom. du système de CVCA, 236 têtes d'extincteur fermées et à fusible, inst. en 1984, essai d'inspection de la salle 109A.

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

Zone de couverture : l'ensemble du côté du simulateur de vol (1 OSA de l'EMA) côté ouest.

******Tout le halon a été enlevé, les panneaux de déclenchement sont toujours présents.******

Bâtiment 171	<p>C252-B171-D4014-0001 Installation sous eau – 6 po, Gem F3201</p> <p>Local mécanique, côté est, panneau Pyrotronics Sys 3, modèle E, dispositifs d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F sur les colonnes montantes, Reliable, robinet avec colonne de manœuvre situé sur le côté route, verrouillé et sans surveillance. 4 robinets-vannes de régulation sur chaque colonne montante, prise d'incendie côté route, caract. autom. de la pompe de surpression, 246 têtes d'extincteur fermées, à fusible cassables, inst. en 1994-1995.</p> <p>Zone de couverture : bâtiment en entier; essai d'inspection de l'angle nord-ouest de l'entrepôt.</p>
Bâtiment 172	<p>1 installation sous air de 4 po, réservoir de mousse AFFF de 2 052 L, installation sous eau de 4 po.</p>
Bâtiment 173	<p>1 installation Deluge de 4 po, réservoir de mousse AFFF de 2 736 L, installation à préaction de 2 po avec panneau de déclenchement Secutron, modèle R MR-2400.</p>
Bâtiment 177	<p>3 installations Deluge de 6 po, 2 installations Deluge de 4 po, réservoir de mousse AFFF de 3 000 L à 6 % de mousse et système Simplex, 3 panneaux de déclenchement, 3 installations sous eau de 6 po.</p>
Bâtiment 183	<p>3 installations Deluge de 6 po, 2 installations Deluge de 4 po, 1 installation Deluge de 3 po, 2 réservoirs de mousse AFFF de 757 L avec panneau d'incendie Secutron modèle R MR-2400, 1 installation sous eau avec un robinet d'alarme de 4 po.</p>
Bâtiment 325	<p>Abri de pompe à incendie (PLER).</p>
Bâtiment 420	<p>PLER Sys 1 – installation sous eau</p> <p>Local mécanique 140, alarme locale uniquement, type DVAC, panneau Secutron S MR-2400, entrée principale, modèle 744, aire de 1 500 pi², Viking, détecteur de chaleur et de fumée, supervisée, prise d'incendie côté est, têtes d'extincteur ouvertes, inst. en 2002. Essai d'inspection dans l'atelier des pompiers.</p>
Bâtiment 426	<p>PLER Sys 1 – installation sous air</p> <p>PLER sommet, alarme locale uniquement, agent propre, panneau Simplex sur le mur est, modèle Inergen, 2 ensembles de bouteilles (15) et (16), vidange manuelle, mur nord, porte principale, Ansul, détecteurs de chaleur et de fumée, armement et désarmement, mur est, supervisée, caract. autom., fermeture d'échappement/prise d'air, inst. 2011, 5 têtes ouvertes, vidange manuelle, avertisseur d'incendie, porte principale.</p>

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

	Zone de couverture : 224,4 m ² , y compris les panneaux des groupes auxiliaires de bord et les panneaux électriques.
Bâtiment 549	<p>C252-B549-D4014-0001 Installation sous eau - Gem F-3021- 4 po, Grinnell</p> <p>Local mécanique du côté est, modèle F2001, dispositif d'alarme d'incendie Potter, WFS-5, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre du côté est, robinet avec colonne de manœuvre supervisé, robinet-vanne de régulation, basse pression, PSS 120. Prise d'incendie côté est, pompe de pression d'accès, au moins 60 têtes d'extincteur fermées et à fusible, inst. en 1991. Zone de couverture : salles de classe, aides à l'instruction, entrepôt protégé, matériel de communication, salle électrique, salle mécanique, corridor, salle de réunion, bureaux.</p> <p>C252-B549-D4016-0001 Système à préaction, 2 po, Grinnell. Local mécanique du côté est, panneau du local informatique, Pyrotronics, modèle B, inondations, Grinnell, 6 détecteurs de fumée, 2 zones, robinet avec colonne de manœuvre du côté est, robinet-vanne de régulation supervisé, prise d'incendie côté est, arrêt du système de CVCA, 6 têtes d'extincteur pendantes fermées, inst. en 1991. Zone de couverture : essai d'inspection du local informatique, local informatique seulement. ***Avant l'essai, composer le poste 7791.***</p>
Bâtiment 551	1 installation Deluge de 4 po, installation sous eau de 4 po, réservoir de 900 L avec un Pyrotronics Sys 3, panneau d'incendie à déclenchement.
Bâtiment 581	<p>C252-B581-D4014-0001 Installation sous eau – 6 po, Gem F-3021</p> <p>Local mécanique du côté nord, modèle F2001, pression du dispositif d'alarme d'incendie, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre CGVS. Antigél, prise d'incendie du côté route ouest, 158 têtes d'extincteur fermées, inst. en 1992, essai d'inspection de l'angle sud-ouest.</p> <p>Zone de couverture : toutes les aires.</p>
Bâtiment 582	<p>C252-B582-D4013-0001 Installation sous air – 6 po, Gem F-3021.</p> <p>Local mécanique 105, panneau Edwards 6616, modèle F3021, pression du dispositif d'alarme d'incendie, Grinnell, robinet avec colonne de manœuvre de l'angle nord-est, supervisé, robinet-vanne de régulation, robinet avec colonne de manœuvre et prise d'incendie, au moins 60 têtes d'extincteur fermées Gem F950, inst. en 1992.</p> <p>Zone de couverture : toutes les aires.</p>
Bâtiment 674	<p>C252- B674-D4013-0001 Installation sous air – 4 po, Central CSC</p> <p>Salle 138, modèle CSC, pression du dispositif d'alarme d'incendie, aucun robinet avec colonne de manœuvre, supervisé, prise d'incendie, entrée principale, 20 têtes d'extincteur debout fermées, inst. en 1996, essai d'inspection de l'entrepôt du côté est au côté de la porte de sortie.</p> <p>Zone de couverture : aire d'entreposage du côté est.</p>

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

Bâtiment 688	<p>C252-B688-D4014-0001 Installation sous eau – 4 po, Viking F-1 / interrupteur de débit.</p> <p>Salle 101, angle nord-est, dispositif d'alarme d'incendie à ailettes VSR-F, Viking, robinet avec colonne de manœuvre de l'angle nord-est, supervisé, 2 robinets-vannes de régulation et robinets avec colonne de manœuvre, prise d'incendie de l'angle nord-est.</p> <p>Au moins 100 têtes d'extincteur cassables, inst. en 1997, essai d'inspection de la salle 117.</p> <p>Zone de couverture : toutes les aires à l'exception du coffre de missiles.</p>
Bâtiment 720	<p>C252-B720-D4013-0001 Installation sous air – 4 po</p> <p>Local mécanique 2 étages, panneau Notifer AFP 4000, modèle F3 3021, pression du dispositif d'alarme d'incendie, Grinnell, aucun robinet avec colonne de manœuvre, robinet-vanne de régulation supervisé, prise d'incendie du côté nord, système de CVCA et compresseur d'air, 148 têtes d'extincteur debout à déclenchement rapide, inst. en 1999, essai d'inspection de l'angle sud-est de l'aréna.</p> <p>Zone de couverture : aréna en bleu.</p>
Bâtiment 720	<p>C252-B720-D4013-0002 Installation sous air – 4 po</p> <p>Local mécanique 2 étages, panneau Notifer AFP 400, modèle F3 3021, pression du dispositif d'alarme d'incendie, Grinnell, aucun robinet avec colonne de manœuvre, robinet-vanne de régulation supervisé, prise d'incendie du côté nord, système de CVCA et compresseur d'air, 156 têtes d'extincteur debout à déclenchement rapide fermées, inst. en 1999, essais d'inspection de l'angle sud-est de l'aréna.</p> <p>Zone de couverture : aréna en rouge.</p>
Bâtiment 722	<p>Installation sous eau</p> <p>Station de pompage du hangar 10, station de pompage 419 sur l'aire de trafic TAC.</p>
Bâtiment 785	<p>C252-B785-D4014-001 Installation sous eau – contour de base de 150 mm</p> <p>Local mécanique du 2^e étage, panneau Secutron MR-2900/2990, modèle Grinnell, dispositif d'alarme d'incendie PS 110 et de type à ailettes, Grinnell, aucun robinet avec colonne de manœuvre, robinet-vanne de régulation supervisé, prise d'incendie du côté route est, caract. autom., démarrage automatique de la pompe de surpression, au moins 140 têtes d'extincteurs fermées, inst. en 2003. Zone de couverture comprend tout le bâtiment et 2 robinets d'incendie armés.</p>
Bâtiment 786	<p>C252-B786-D4014-0001 Installation sous eau – interrupteur de débit – 2 po</p> <p>C252-B786-D4013-001 Installation sous air – Tyco modèle DPV-1 – 4 po</p> <p>C252-B786-D4013-0002 Installation sous air</p> <p>C252-B786-D4014-002 Installation sous eau – 2 po</p>

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT DE LA 4^e ESCADRE

BÂT.	EMPL.	FABR.	TYPE	N° MOD.	N° SÉR.	FORMAT
B005	Baie de lavage	Watts	RP	909	178833	4 po
B005	Loc. méc. 123	Watts	RP	0.009	A05328	½ po
B020	Loc. méc.	Watts	RP	909QT	608634	¾ po
B030	Loc. méc.	Watts	RP	909QT	467005	¾ po
B040	Loc. méc.	Watts	RP	909QT3	47514	¾ po
B042	Loc. méc.	Wilkins	DC	950	A01079	4 po
B044	Loc. méc.	Ames	DC	4000S	48J0497	4 po
B054	Loc. méc.	Watts	RP	909	82804	¾ po
B083	Chaufferie	Watts	RP	909QT	160971	¾ po
B085	Chaufferie	Watts	DC	709	243592	6 po
B104	Chaufferie	Watts	RP	909	143446	3 po
B104	Chaufferie	Watts	RP	0.009	105535	1 po
B170	Loc. du refroid.	Watts	DC	709	48140	¾ po
B170	Loc. trait. air	Watts	DC	709	41371	¾ po
B170	Loc. trait. air	Watts	RP	009QT	15078	2 po
B170	Loc. trait. air	Watts	RP	009QT	14720	2 po
B170	Loc. air mot.	Watts	DC	700	302241	¾ po
B171	Chaufferie	Watts	RP	2000SS	4FJ3205	2 po
B172	Loc. méc.	Zurn	RP	375XL	A089348	1 po
B177	Entrepôt peint.	Febco	RP	825Y	15336	3 po
B400	Chaufferie	Watts	RP	2551	9	¾ po
B420	Chaufferie	Watts	DCVA	774X	1049492	4 po
B551	Loc. gicleurs	Hersey	DC	No.2	9009698	4 po
B551	Chauffe-eau	Watts	VB	288A	9752E	¾ po
B581	Chaufferie	Febco	DC	805 type YD	B17297	6 po
B581	Chaufferie	Watts	RP	009MT	43078	¾ po
B582	Chaufferie	Gruvlok		7800FP	7811FP	6 po
B582	Chaufferie	Febco	RP	825Y	AG5466	¾ po
B624	Chaufferie	Watts	RP	909QT	505914	¾ po
B624	Chaufferie	Watts	RP	909QT	648952	¾ po
B674	Loc. méc.	Ames	DC	2000SS	2CL0072	4 po
B688	Chaufferie	Ames	DC	2000SS	2GM0261	4 po
B688	Chaufferie	Watts	RP	009M2QT	85134	¾ po
B720	Terrain soccer	Watts	RP	009MTQT	A04549	2 po
B720	Chaufferie	Wilkins	DC	975XL	719932	2 po

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

B720	Chaufferie	Ames	DC	2000SS	JN006	4 po
B720	Chaufferie	Watts	RP	23947	9	1 po
B783	Loc. méc.	Ames	DCVA	2000SS	128127	6 po
B783	Loc. méc.	Watts	DC	709	137029	3 po
B786	Chaufferie	Conbraco	RP	40204T2	TK027	¾ po
H007	Loc. gicleurs	Watts	RP	909-M1	402006	10 po
H007	Raccord pomp.	Watts	RP	909-M1	402010	10 po
H007	Loc. méc.	Wilkins	DC	975XL	673801	1 po
H008	Chaufferie	Hersey	RP	FDC	60049	¾ po
H009	Chaufferie	Watts	RP	009QT	52820	1 po
H010	Chaufferie	Watts	RP	009QT	52823	1 po
H010	Loc. gr. électr.	Conbraco	RP	40-209-02	NE407	2 ½ po
H010	Loc. méc.	Watts	RP	009M267	146486	2 po
H010	Chaufferie	Conbraco	RP	4020499T	KA092	¾ po
B654	2 ^e étage	Watts	RP	909M1QT	447639	2 po
B654	2 ^e étage	Watts	RP	909M1QT	446175	2 po
B70B		Watts	RP	909M2QT	143740	2 po
B731	Sous-sol			009M2QT	318645	1 po
B545	rez-de-ch.	Watts		309		4 po
B545	Sous-sol	Watts		Z3	0743W	½ po
B70B	Sous-sol	Watts		Z3	0547W	½ po
B813	Loc. méc.	Conbraco	RPZ	40203T2	161144	½ po

CANALISATIONS D'INCENDIE DE LA 4^e ESCADRE

BÂT.	QUANT. DE CANAL. D'INCENDIE	BÂT.	QUANT. DE CANAL. D'INCENDIE
B104	2	B6	1
B165	2	B624	3
B166	2	B63	1
B172	2	B66	2
B173	1	B69	8
B174	2	B7	4
B175	2	B785	3
B176	2	B79	2
B177	1	B8	2

Appendice A

4^e Escadre Cold Lake (Alb.)

W0134-14-CYLO

B19	4	B84	4
B192	2	B85	6
B42	18	B9	2
B420	3	H1	21
B43	6	H10	4
B44	18	H2	8
B45	6	H3	8
B48	6	H4	8
B5	2	H6	8
B506	1	H7	13
B507	1	H8	4
B508	1	B52	1
B53	1	B512	1
B551	2	B511	1
B581	2	B509	1
B510	1		
Total 206			

ANNEX 'G'

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0134-14-CYLO

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECKLIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction 4WING COLD LAKE
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Fire Suppression Systems and Backflow Preventer Repair & Maintenance	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/> Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information	
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0134-14-CYLO

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☒ RELIABILITY STATUS

COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL

CONFIDENTIEL

☐ SECRET

SECRET

☐ TOP SECRET

TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET - SIGINT

TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL

NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET

NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET

COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS

ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☐ No ☒ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W0134-14-CYLO

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO					COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINT	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COMSEC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets																
Renseignements / Biens																
Production																
IT Media /																
Support TI																
IT Link /																
IED Electronic																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).